

Questions et réponses sur la crise d'Iran

jeudi 23 juillet 2009, par [HARRISON Thomas](#), [LANDY Joanne](#), [LEMISCH Jesse](#), [SHALOM Stephen R.](#) (Date de rédaction antérieure : 7 juillet 2009).

Présentation de A l'encontre

Ce texte clarifie, sous forme de questions et réponses, des éléments importants d'une approche politique - du point de vue d'une gauche effective - à développer face à la situation en Iran.

On a vu fleurir sur de divers sites ou dans la presse d'une certaine « gauche radicale » des positions politiques de conciliation face au régime théocratique iranien. Cela à partir d'une caractérisation allouant des mérites anti-impérialistes à Ahamadinejad. Ou encore à partir des attaques (plus ou moins fortes) des Etats-Unis et de leurs alliés contre le gouvernement iranien ; ces attaques fourniraient, selon certains, la démonstration d'un soutien nécessaire (explicite ou avec une tonalité plus réservée) à apporter au pouvoir théocratique, puisque, selon un principe politiquement stupide (ou ex-maoïste) : « l'ennemi de nos ennemis » mérite considération et appui.

Ou encore du fait que le Président de facto (Ahamadinejad) dispose (ou disposerait) d'un soutien plus important dans les couches paupérisées - auxquelles une assistance matérielle est allouée par diverses fondations et institutions caritatives et clientélares contrôlées par le pouvoir des mollahs - que l'appui social qui se manifeste en faveur d'autres dirigeants des divers clans du régime. Des dirigeants qui s'opposent à Ahamadinejad ou au Guide suprême. Il serait dès lors « progressiste » de soutenir de président et le Guide, ou du moins de dénoncer ceux qui l'attaquent en Iran.

On retrouve ici le renouveau d'un campisme qui a eu des effets dévastateurs par le passé. Par exemple : « *pour le régime de Brejnev en URSS, même s'il n'est pas trop appétissant, car il s'oppose (prétendument) aux Etats-Unis* ».

Ce campisme efface les traits de classe des régimes au pouvoir, leur inscription dans des systèmes économiques fondés sur le contrôle de la plus-value extraite par le biais l'exploitation de la force de travail et donc sur les conflits sociaux, de classes, qui se configurent dans de telles sociétés ; ou même à l'échelle internationale au travers de diverses médiations.

Ce campisme aboutit à être aveugle sur le caractère des régimes qui répriment les droits démocratiques les plus élémentaires, et entre autres ceux des salarié·e·s.

Le mouvement de masses qui s'est levé en Iran - à la composition sociale hétérogène comme toutes les mobilisations en faveur des droits démocratiques qui doivent faire face à un régime de ce type - ouvre, peut-être, sur une dynamique qui débordera celle imposée par la lutte entre les clans du régime. C'est d'ailleurs ce que craignent les leaders de ces divers clans : du « requin », l'ayatollah Rafsandjani - dont la prière du vendredi 17 juillet 2009 à l'Université de Téhéran n'a été retransmise que partiellement par la télévision nationale - en passant par Mir Hossein Moussavi et d'autres dirigeants comme Mohammad Khatami.

La répression des manifestations, ce 17 juillet 2009, s'est à nouveau révélée avec toute sa force ; comme l'ampleur de la mobilisation . Certains tendent à oublier que n'est pas la première fois qu'un régime aux traits analogues utilise « des milices populaires » (bassiji), appuyées par l'appareil policier et militaire, pour « rétablir l'ordre ».

Parallèlement, les conflits internes – difficiles à décrypter – s’expriment jusque dans la formation du gouvernement. Ainsi, l’un des vice-présidents nommés par Ahmadinejad, Gholam Reza Aghazadeh, vient de présenter (le 18 juillet 2009) sa démission. Ce dernier était le représentant de l’Iran auprès de l’AIEA (Agence internationale pour l’énergie), poste auquel il a « renoncé ». Il a longtemps été ministre du pétrole (en fait, depuis 1985), donc sous la présidence de Rafsandjani. Il garda cette fonction après l’élection d’Ahmadinejad en 2005.

Dans tous les cas, le mouvement actuel constitue un préalable pour que puissent s’exprimer avec plus de force le réveil des travailleurs et travailleuses ainsi que des paysans pauvres dont toutes les actions revendicatives ont été et sont réprimées. Ainsi, ce « bloc social » pourra faire valoir ses droits, comme traduction de ses besoins concrets, qu’ils soient démocratiques, sociaux, économiques ou culturels.

Charles André Udry

Questions et réponses sur la crise d’Iran

Stephen Shalom, Thomas Harrison, Joanne Landy et Jesse Lemisch

Tout de suite après les élections du 12 juin 2009 en Iran, la Campaign for Peace and Democracy (Campagne pour la Paix et de Démocratie – Etats-Unis) a publié une déclaration exprimant résolument notre soutien aux foules d’Iraniens qui protestaient contre la fraude électorale, et notre horreur devant la réaction féroce du gouvernement. Notre déclaration se terminait comme suit : « Nous sommes profondément préoccupés pour la sécurité et bien-être [des manifestants] face à la répression brutale et nous adressons nos vœux fervents pour le renforcement et l’approfondissement du mouvement pour la justice et la démocratie en Iran. »

Depuis les élections iraniennes, une partie de la gauche [pas seulement aux Etats-Unis – Réd.] mais aussi d’autres personnes ont exprimé des doutes quant à la légitimité et la nécessité d’une solidarité avec le mouvement contre Ahmadinejad. Notre position sur la solidarité avec les protestataires iraniens n’a pas changé, mais nous estimons que les questions soulevées méritent des réponses.

Les questions sont numérotées de 1 à 13. Pour ce qui a trait aux questions 3, 4 et 5 portant sur la fraude électorale, les lecteurs qui ne sont pas intéressés à ces discussions plutôt techniques peuvent aller directement à la question 6.

Et nous aimerions insister d’emblée sur le fait que notre soutien au mouvement de protestation n’est pas déterminé par les aspects techniques de la manipulation électorale, quelle que soit leur importance.

Ce qui est décisif, c’est que d’énormes foules d’Iraniens sont convaincues qu’il y a eu fraude électorale et qu’elles ont pris le risque de descendre dans les rues pour réclamer la démocratie et la fin de la répression théocratique.

1. L’élection du 12 juin était-elle équitable ?

Même si chaque vote avait été compté correctement, ce n’était pas une élection juste. Au nombre de

475, des personnes ont souhaité être candidats à ces élections présidentielles. Toutefois, le Conseil des Gardiens de la Révolution [six mollahs, plus six juristes qui forment une sorte de Conseil constitutionnel, pour un terme propre à la V^e République en France - Réd.], non élu, qui examine tous les candidats pour déterminer leur conformité supposée avec les principes islamiques, les a tous rejetés à l'exception de quatre. En outre, des élections libres exigent également la liberté de la presse, celle d'expression et la liberté de s'organiser. Or, toutes ces libertés ont été sévèrement limitées [1].

2. Vous dites que le Conseil des Gardiens de la Révolution n'est pas élu, mais n'est-il pas indirectement élu par le peuple iranien ?

Tous les huit ans, les membres de l'Assemblée des experts [86 mollahs élus pour un mandat de 8 ans ; ils examinent les actions du Guide suprême, aujourd'hui Ali Khamenéï - Réd.] sont élus par un vote populaire. Les candidats doivent être des mollahs et avoir l'approbation du Conseil des Gardiens. L'Assemblée des Experts choisit ensuite parmi eux un dirigeant suprême qui est nommé à vie (mais qui peut être démis par l'Assemblée des Experts pour comportement incompatible avec l'Islam). Le dirigeant suprême nomme le chef du système judiciaire. Il choisit également la moitié des 12 membres du Conseil des Gardiens et les magistrats nomment les autres six [les juristes], ces nominations devant être ratifiées par le Parlement [le Majles composé de 269 députés]. Le Conseil des Gardiens passe ensuite en revue tous les futurs candidats à la Présidence, au Parlement et à l'Assemblée des Experts [2].

Une fois que ce système est en place, les possibilités de le changer de manière radicale sont ainsi, pour l'essentiel, nulles. Même si 98% des Iraniens décidaient demain qu'ils voulaient s'opposer à l'Etat islamique, les règles en vigueur permettraient à la théocratie de continuer au pouvoir pour toujours, vu que les seules personnes qui pourraient changer les choses doivent elles-mêmes être approuvées/acceptées par les dirigeants théocratiques. Même le fait d'amender la Constitution requiert l'approbation du Guide suprême.

L'Iran n'est pas une dictature semblable à celle de l'Arabie Saoudite, où il n'y a pas d'élections et où le peuple n'a rien à dire. Mais le préalable d'un système démocratique - le fait que les gens peuvent changer leur gouvernement - fait défaut.

3. Est-ce qu'il y a eu de la fraude ? A-t-elle été suffisamment importante pour modifier les résultats ?

Il y a certainement eu de la fraude : le gouvernement iranien admet que dans 50 villes il y a eu davantage de votes que d'électeurs enregistrés. (En Iran, les électeurs peuvent voter dans un autre district que celui où ils résident, mais « *de nombreux districts où les votes « excédentaires » ont été enregistrés sont des petits lieux éloignés et rarement visités par les hommes d'affaires en déplacement ou les touristes.* » [3] En outre, le nombre total des votes était également supérieur au nombre d'électeurs enregistrés dans deux provinces [4]. (Le surplus de votes au niveau de la province est plus significatif que celui au niveau des villes, car les gens ont moins tendance à voter dans une autre province que dans une autre ville). L'indication la plus probante de la fraude est probablement le fait que les observateurs partisans de Mir Hossein Moussavi et ceux d'autres candidats de l'opposition ont fréquemment été empêchés d'assister au décompte des votes et au scellage des urnes, ce qui constitue une violation flagrante de la loi iranienne [5].

Des partisans des candidats d'opposition avaient prévu de surveiller de manière indépendante les résultats en envoyant des SMS [texto] avec les résultats des votes locaux à un lieu central, mais le gouvernement a subitement bloqué les SMS, rendant ce moyen de contrôle impossible.

En ce qui concerne la question de savoir si la fraude était suffisamment importante pour modifier les résultats de l'élection, on ne peut pas avoir de certitude. Cependant il existe de fortes preuves que, soit personne n'a eu une majorité claire - ce qui aurait exigé un deuxième tour électoral - soit que Moussavi ait gagné directement. D'après une analyse par les chercheurs de Chatham House, un « think-tank » (groupe d'experts) britannique, et l'Institut d'Etudes Irlandaises de l'Université de St. Andrews :

« Dans un tiers de l'ensemble des provinces, les résultats officiels n'auraient pu être atteints que si Ahmadinejad avait récolté les votes non seulement des anciens conservateurs, des centristes et de tous les nouveaux électeurs, mais aussi d'au moins 44% des votes des réformateurs, et cela malgré une décennie de conflits entre ces deux groupes. » [6]

Depuis la victoire de Mahmoud Ahmadinejad en 2005, lorsque beaucoup de réformistes ont boycotté les élections et que des accusations de fraude ont circulé, les partisans de la ligne dure ont perdu le contrôle des conseils locaux en 2007. Il est donc difficile de croire au raz-de-marée en faveur d'Ahmadinejad en 2009, alors même que les dirigeants réformateurs, en réponse à une vague croissante de mécontentement envers le régime, osaient à nouveau défier le Président. Ahmadinejad a prétendument gagné le scrutin dans des régions où d'autres candidats avaient des liens forts et du soutien, y compris dans leurs provinces d'origine. Certains ont suggéré que c'était parce que les gens ne voulaient pas « gaspiller » [« vote utile »] leurs votes en faveur de candidats qui avaient peu de chances de gagner. [7] Mais en Iran les élections se font en deux étapes : si aucun candidat ne récolte la majorité de votes au premier tour, un deuxième tour est organisé. Il n'y avait donc aucune raison pour que les gens s'abstiennent de voter pour leur candidat favori au premier tour.

4. Un sondage conduit par des organisations basées aux Etats-Unis a cependant conclu qu'Ahmadinejad gagnerait l'élection ?

Le sondage effectué par Terror Free Tomorrow et le New America Foundation a montré qu'Ahmadinejad recevait deux fois plus de déclarations favorables que Moussavi. Mais ce sondage a été effectué entre le 11 et le 20 mai 2009, donc avant le début officiel de la campagne électorale et avant les débats télévisés (une première) des candidats à la présidence. Ces débats ont marqué un tournant : des millions d'Iraniens ont pu constater les profondes divisions au sein de l'équipe dirigeante de la République Islamique.

Ils ont senti qu'il y avait là la possibilité d'un réel changement. Plus important, Ahmadinejad n'a reçu le soutien que d'un tiers des personnes sondées, alors que presque la moitié d'entre elles ont soit refusé de répondre, soit ont dit qu'ils n'avaient pas encore décidé :

« Au moment de la campagne présidentielle où le sondage a été effectué, 34% des Iraniens sondés ont dit qu'ils voteraient pour le candidat sortant, le Président Ahmadinejad. Le plus proche rival de celui-ci, Mir Hussein Moussavi, a été choisi par 14% des sondés, et 27% déclaraient qu'ils ne savaient pas encore pour qui ils allaient voter. Les autres rivaux du Président Ahmadinejad, Mehdi Karoubi [déjà présent en 2005 et classé « comme réformateur »] et Mohsen Rezai [général, « conservateur » ancien chef des Gardiens de la Révolution], étaient choisis respectivement par 2% et 1% des personnes sondées.

Un examen attentif de notre sondage révèle que les résultats peuvent être plus serrés que ce que ces chiffres semblaient indiquer à première vue. Plus de 60% de ceux qui déclarent ne pas savoir pour qui ils vont voter lors les élections présidentielles sont des personnes qui sont en faveur de réformes politiques et de changements du régime actuel.« » [8]

Lorsqu'un gouvernement agit en secret, conduit une élection qui manque de transparence et entrave

les journalistes étrangers et le libre flux de l'information, il est raisonnable de ne pas accepter ses déclarations.

5. Ahmadinejad n'a-t-il pas reçu beaucoup de votes des Iraniens conservateurs religieux, notamment parmi la population rurale et les pauvres des villes ? Ces votes ne pouvaient-ils pas suffire pour l'emporter sur ses opposants ?

Ahmadinejad a certainement reçu un soutien significatif de la part de l'électorat ultraconservateur. D'ailleurs, ses programmes d'assistance sociale financés par les revenus du pétrole ont sans doute persuadé beaucoup de pauvres de lui accorder leur allégeance (voir plus bas). Il y a les membres de l'appareil de sécurité - les Gardes Révolutionnaires et les Bassiji [miliciens] la force religieuse paramilitaire progouvernementale - qui, si l'on compte aussi leurs familles, assurent des millions de votes. Mais il n'existe aucune preuve que les votes émanant de ces groupes suffisaient pour lui donner l'immense majorité d'électeurs qu'il prétend avoir gagné.

Pour ce qui est des paysans et les villageois, seuls 35% des électeurs iraniens vivent dans des régions rurales. Et de toute manière, il y a de bonnes raisons de croire que les électeurs ruraux n'étaient pas très favorables à Ahmadinejad [9]. Comme l'a noté Chatham House, :« *En 2005, tout comme en 2001 et en 1997, les candidats conservateurs et en particulier Ahmadinejad, étaient très impopulaires dans les régions rurales. C'est un mythe que de croire que le paysannat vote toujours conservateur. Ces tendances balayent l'idée qu'Ahmadinejad ait pu engranger tous les votes dans les provinces plus rurales cette année.* » [10]

6. Est-ce que les Etats-Unis - et Israël - ne se sont pas mêlés de la situation en Iran ainsi que de promouvoir un changement de régime, y compris en soutenant toutes sortes de groupes « pro-démocratie » ?

Dans les années 1950 et 1960 des partisans de la droite ont prétendu que le mouvement états-unien pour les droits civiques [pour les droits des Afro-Américains] était en réalité contrôlé par l'Union Soviétique à travers le parti communiste [des Etats-Unis]. Bien sûr les communistes étaient engagés dans le mouvement pour les droits civiques, et Moscou voyait sans doute cela d'un bon œil. Mais cela ne veut pas dire que l'Union Soviétique était une force déterminante dans le mouvement pour les droits civiques, et encore moins qu'il contrôlât le mouvement.

Il n'y a pas de doute que des agents états-unien et ceux d'autres pays sont très actifs en Iran, tout comme ils le sont dans d'autres pays. Il est de notoriété publique que Washington est impliqué dans la politique [interne] au Venezuela et en Bolivie, aussi bien qu'en Georgie, en Ukraine et au Liban, pour ne prendre que quelques exemples récents. Le Congrès a même créé un fonds spécial pour la « promotion de la démocratie » en Iran. Mais cette implication des puissances étrangères ne prouve pas que celles-ci ont exercé un contrôle sur les événements.

D'ailleurs ce rôle des puissances étrangères ne discrédite pas automatiquement le mouvement de masse ou leurs objectifs, cela dépend de qui prend les décisions. Dans tous les cas, il n'y a aucune preuve que la CIA ou une autre branche des renseignements états-unien - ou le Mossad israélien - n'aient fait quoi que ce soit pour susciter ou diriger les mouvements de protestation en Iran. Et il serait absurde de voir des parallèles entre les éléments de droite au Venezuela et en Bolivie - qui ne luttent en tout cas pas pour un contrôle populaire accru sur leurs gouvernements - et les millions de protestataires qui réclament la démocratie en Iran.

En 1953, les agences de renseignements états-unienne et britannique ont manigancé un coup pour renverser le gouvernement démocratiquement élu de Mossadegh en Iran. Mais pour réussir ce coup il a fallu qu'ils soudoient des « bandes de la rue » et des militaires traîtres. Il n'existait rien qui

ressemblait aux masses qui sont apparues, récemment, sur la scène publique en Iran. Et il n'y a aucun début de preuve crédible que les millions de personnes qui sont descendues dans les rues ces derniers temps aient été achetées par de l'argent de la CIA.

Au contraire, depuis des années les principaux militants iraniens pour les droits humains, féministes et syndicalistes – des gens comme Shirin Ebadi [avocate, active pour la défense des droits de la personne humaine, prix Nobel en 2003] et Akbar Ganji [journaliste connu] – ont pris position contre le fait que les dissidents iraniens acceptent le soutien financier des Etats-Unis [11]. Ils ont toujours manifesté leur opposition aux pressions, aux sanctions et aux menaces de guerre états-uniennes, [12] et ils savent que tout soupçon de lien avec Washington leur serait fatal en Iran.

La télévision d'Etat iranienne a récemment diffusé des reportages de prétendus dissidents qui déclaraient « Nous sommes sous l'influence de The Voice of America Persia et de la BBC » et on a prétendu que quelques détenus – politiciens, journalistes et autres – avaient confessé avoir participé à toutes sortes de complots occidentaux [13]. Cependant personne ne devrait prendre au sérieux de telles déclarations, faites sous la torture ou des menaces [14].

7. Est-ce que les médias occidentaux ont exprimé des partis-pris contre le gouvernement iranien ?

Les principaux médias ont clairement été plus intéressés à mettre en évidence la fraude électorale et de la répression en Iran que dans des Etats qui sont étroitement alliés à Washington. On ne peut cependant pas déduire de ce constat qu'il n'y a ni fraude ni répression en Iran.

Par exemple, une vidéo de la mort de Neda Agha Soltan [jeune femme blessée mortellement lors d'une manifestation], largement diffusée sur Internet et sur les médias a rapidement transformé cette image en icône de la brutalité du gouvernement iranien. Nous n'avons rien vu de ce genre en ce qui concerne les nombreuses victimes du gouvernement à Haïti, en Egypte ou en Colombie. Toutefois les déclarations de certains officiels iraniens selon lesquels cette jeune femme aurait été tuée par la CIA ou par d'autres manifestants juste afin de donner une mauvaise image du régime [15] manque totalement de crédibilité.

Les médias occidentaux ont toujours publié des informations de manière sélective et ont souvent donné des descriptions très exagérées les crimes des ennemis officiels. Mais nous ne devrions pas en conclure que des crimes n'ont pas été commis. Pour ce qui a trait à l'Iran, il n'y a pour le moment pas de preuves crédibles que les nouvelles des médias occidentaux sur la fraude électorale gouvernementale et sur la répression violente des dissidents aient été inexactes sur le fond.

8. Est-ce que Moussavi est à gauche ? Est-il néolibéral ? Quel est le rapport entre Moussavi et les manifestants dans les rues ?

La politique et le programme économique de Moussavi ne sont pas très clairs. De plusieurs points de vue, il est un pilier de l'establishment. Il a été approuvé en tant que candidat par le Conseil des Gardiens et est un ex-premier ministre qui a servi sous l'Ayatollah Khomeini au cours des années 1980. Il avait la réputation d'être un des dirigeants les plus favorables aux programmes d'aide sociale de l'Etat.

Pendant qu'il était Premier Ministre, beaucoup de programmes d'assistance sociaux ont été mis sur pied, mais en même temps des gens de gauche étaient brutalement réprimés, et cela avec l'assistance de Washington.

En effet, en utilisant des renseignements états-uniens, le gouvernement iranien a établi le *listing* et

« mis la main » sur les membres du parti pro-soviétique Toudeh [parti communiste ; le terme Toudeh veut dire : masses ; donc Parti des masses] Il les a fait exécuter en grand nombre, éliminant virtuellement le Toudeh en Iran, et en tuant aussi beaucoup d'autres membres de la gauche [16]. On a mis en avant le fait que la répression était le fait du Ministère des renseignements et de l'appareil judiciaire, et que ces institutions n'étaient en fait pas contrôlées par Moussavi, même lorsqu'il était Premier Ministre. Quoi qu'il en soit, Moussavi n'a ni donné sa démission, ni protesté publiquement lors de cette répression brutale alors même qu'il était Premier ministre. On ne peut donc l'absoudre de toute responsabilité.

Plus récemment, Moussavi a été l'allié du puissant mollah milliardaire et ex-président Hachemi Rafsandjani. Ce dernier est proche d'intérêts privés importants. En ce qui concerne l'économie iranienne, Moussavi est favorable à une privatisation de beaucoup de biens publics, mais Ahmadinejad l'est aussi. Ce dernier se vante d'avoir privatisé davantage de biens publics que ses prédécesseurs [17]. C'est un fait que des privatisations ont été effectuées depuis plusieurs années et sont autorisées par la législation récemment entrée en vigueur. [18] Dans sa campagne pour l'élection présidentielle, Moussavi demandait un relâchement de certaines restrictions de la République Islamique en ce qui concerne les libertés individuelles, notamment en ce qui concerne les droits des femmes.

Mais si Moussavi a fini par incarner les aspirations de millions d'Iraniens, c'était parce qu'ils espéraient aussi mettre un terme à la terreur exercée par les Bassiji et des Gardes révolutionnaires et obtenir une démocratisation encore plus large de la République islamique. Sans doute certains d'entre eux espéraient-ils - comme nous - que les protestations constitueraient un premier pas vers le démantèlement du système fondamentalement anti-démocratique dirigé par les mollahs.

Pendant les semaines qui ont suivi les élections, des manifestants protestaient contre la fraude électorale, mais aussi, de plus en plus, pour l'égalité et la liberté, avec des slogans tels que « A bas la dictature ». Les marches ont effectivement été lancées d'abord par des étudiants et des membres des classes moyennes avec des idées progressistes, mais elles ont rapidement été rejointes par un nombre croissant de travailleurs, de personnes âgées et de femmes habillées de tchadors.

Il semble que le comité d'animation pour les élections contrôlées par Moussavi ne s'attendait pas aux protestations de masse qui ont déferlé après l'annonce des résultats. Il a été incapable (ou peut-être réticent, étant donné les liens de Moussavi avec l'establishment) de fournir une organisation ou une réelle direction. La violence féroce des forces de l'ordre a laissé les manifestants, et plus généralement le public iranien, atterrés et intimidés ; ce qui est bien compréhensible. Néanmoins leur colère est profonde et ne disparaîtra pas. Il n'est pas impossible que des protestataires reviennent bientôt dans les rues et sur les toits [où ils lancent des slogans comme lors de la révolution de 1979]. Et ils sont nombreux à chercher d'autres formes de protestation. Moussavi, Mohammad Khatami [président de l'Iran de 1997 à 2005] et l'ayatollah Hachemi Rafsandjani n'ont pas fait leur paix avec Ahmadinejad, et la fracture dans l'establishment clérical, et la fissure dans l'establishment clérical de l'Iran s'approfondit.

Les millions de personnes qui sont descendues dans les rues se sont déjà montrées capables d'agir indépendamment de Moussavi. Il y a de bonnes raisons de croire que les masses de protestataires qui sont entrés en lutte pour des revendications limitées peuvent transcender le programme politique, social et économique de ceux qui étaient à la tête du mouvement au départ, comme cela a souvent été le cas dans l'histoire des luttes pour la démocratie dans le monde entier.

Pour que cela se passe en Iran, il faudrait notamment que les syndicats soient capables d'utiliser l'ouverture créée par les défis actuels à Ahmadinejad pour affirmer les intérêts des pauvres et prêter leur force organisée au mouvement.

9. Est ce que Ahmadinejad est bon pour l'anti-impérialisme mondial ?

Certains secteurs de la gauche ont tendance à penser que parce que les Etats-Unis s'opposent à un Etat, ce dernier joue automatiquement un rôle anti-impérialiste et progressiste et qu'il faut donc le soutenir. C'est avec ce type d'argumentation que beaucoup de gens de « gauche » ont fait l'apologie de dictateurs meurtriers comme Milosevic et Saddam Hussein. La Campagne pour la Paix et la Démocratie a toujours soutenu que nous pouvons nous opposer à la politique impériale états-unienne sans pour autant devoir soutenir les Etats et gouvernements qui en sont victimes.

Ironiquement, malgré leur rhétorique actuelle, certains néo-conservateurs états-uniens étaient favorables à une victoire d'Ahmadinejad [19]. Ils savaient que sur les principaux thèmes qui divisent les Etats-Unis et l'Iran - la poursuite par Téhéran de l'énergie nucléaire, son soutien au Hamas et au Hezbollah et son insistance pour qu'Israël se retire complètement des Territoires Occupés - la position d'Ahmadinejad n'est pas différente de celle de Moussavi et de celle de l'opinion publique iranienne [20].

Cependant Ahmadinejad, avec son style agressif et sa mise en question outrageuse de l'existence de la Shoah, est un dirigeant beaucoup plus facile à haïr et à craindre ; la poursuite de sa mainmise sur le pouvoir sert donc les objectifs des faucons néo-conservateurs et des jusqu'au-boutistes israéliens [21]. Ils savent bien que l'opinion publique iranienne soutient solidement la cause des droits des Palestiniens et que la rhétorique anti-juive d'Ahmadinejad a desservi la cause des Palestiniens plutôt que de l'aider.

Certains de ces « gens de gauche » prétendent que quels que soient les défauts d'Ahmadinejad, la montée de masse en Iran servira la cause de l'impérialisme états-unien. Or, un mouvement populaire en faveur de la démocratie est la pire crainte de beaucoup de régimes autoritaires sur lesquels Washington s'appuie pour maintenir son hégémonie, tels que les dirigeants de l'Egypte, de l'Arabie Saoudite, Koweït et du Pakistan, entre autres. Et pas seulement parmi les Etats clients des Etats-Unis. Il est significatif que les nouvelles des manifestations ont été lourdement censurées en Chine et au Myanmar [Birmanie], et que le gouvernement russe a été l'un des premiers à féliciter Ahmadinejad pour sa « victoire ».

Hugo Chavez également a félicité Ahmadinejad. Comme l'explique Reese Ehrlich, auteur de The Iran Agenda, qui apparaît fréquemment à Democracy Now :

« Au niveau diplomatique, le Venezuela et l'Iran partagent certaines caractéristiques. Les deux pays subissent des attaques états-uniennes et ont en commun une histoire de tentatives de « changement de régime ». Par ailleurs le Venezuela et d'autres gouvernements de par le monde vont devoir avoir des relations avec Ahmadinejad en tant que président de facto, et le fait de remettre en question l'élection pourrait créer des problèmes diplomatiques. Mais ce n'est pas une excuse. » [22]

10. Ahmadinejad est-il plus progressiste que ses opposants sur le plan de la politique sociale et économique ? Est-il un défenseur des Iraniens pauvres ?

La gauche a souvent connu des politiciens de droite qui déclarent de manière mensongère qu'ils se préoccupent des pauvres et des classes travailleuses. Pour conserver un soutien populaire, la République Islamique a depuis longtemps incorporé un volet d'aide sociale. Ahmadinejad a notamment utilisé une partie des revenus générés par l'augmentation importante du prix du pétrole pour mettre sur pied quelques programmes populistes. Mais même si on laisse de côté le fait que les droits démocratiques élémentaires et les droits des femmes ne constituent pas le souci exclusif des riches, la République Islamique et en particulier la présidence d'Ahmadinejad, n'ont pas apporté grand-chose aux travailleurs et aux pauvres d'Iran.

Quiconque se dit favorable à la classe travailleuse doit soutenir des syndicats indépendants qui permettent aux travailleurs de défendre leurs intérêts aussi bien à leur place de travail que plus généralement dans la société. Or, l'Iran n'a pas encore ratifié les conventions internationales du travail [de l'OIT] garantissant la liberté d'association et de négociation collective et l'abolition du travail des enfants [23]. D'ailleurs des syndicats en Iran ont subi une répression terrible. Voici ce qu'a rapporté la Campagne Internationale pour les Droits Humains) en Iran [24] :

« Les travailleurs iraniens n'ont pas encore la possibilité de créer des syndicats indépendants, ce droit leur dénié par le code du travail iranien, d'ailleurs [les tentatives allant dans ce sens] sont réprimées par le gouvernement. Le gouvernement arrête et condamne de manière routinière les travailleurs qui réclament leurs droits les plus élémentaires, par exemple lorsqu'ils revendiquent de recevoir les salaires qui ne leur ont pas été versés, parfois durant 36 mois. Les forces de sécurité attaquent souvent des rassemblements pacifiques de travailleurs, harcelant leurs familles et allant même jusqu'à les tuer, comme cela s'est passé au cours d'un rassemblement de mineurs de cuivre à Shahr Babak, près de la ville de Kerman, en 2004. »

Sous la présidence d'Ahmadinejad, la situation a été particulièrement sombre :

« Deux dirigeants syndicalistes, Manour Osanloo et Mahmoud Salehi, sont actuellement en prison. Un autre, Majid Hamidi, qui a récemment été la cible d'une tentative d'assassinat, est encore hospitalisé. Outre le fait d'avoir été emprisonnés et amendés, onze autres travailleurs ont été fouettés en février 2008 pour le crime d'avoir participé à un rassemblement pacifique pour commémorer la Fête du Travail, le 1^{er} mai. »

En janvier 2006, les forces de sécurité ont arrêté presque mille membres du Syndicat des travailleurs de la Compagnie de bus de Téhéran et de sa banlieue, elles ont attaqué les foyers de certains d'entre eux, battu leurs familles et même arrêté les épouses et les enfants des dirigeants, pour empêcher une grève qui avait été prévue. Depuis lors, la plupart des membres du Conseil central du Syndicat ont été la cible de condamnations et d'emprisonnement. Son dirigeant, Mansour Osanloo, sert actuellement une peine de cinq ans, alors qu'il souffre de blessures aux yeux suite aux coups qui lui ont été infligés précédemment, et risque la cécité. Cinquante-quatre membres du Syndicat ont été licenciés de leurs postes de travail et sont condamnés par des tribunaux pour leurs activités pacifiques. »

Lorsque des enseignants ont tenté de s'organiser et de mener des négociations collectives, ils ont également été violemment réprimés. Le premier mai de cette année, le gouvernement a fait frapper à coups de fouet les participants à une rencontre pacifique de travailleurs et a arrêté les dirigeants [25] Et en juin, un comité de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) a cité l'Iran pour la « *situation grave en ce qui concerne la liberté d'association dans le pays.* » [26]

Or, il serait particulièrement important que des organisations syndicales soient créées en Iran, vu que beaucoup de travailleurs sont obligés de travailler avec des contrats temporaires qui permettent une exploitation encore plus accrue de la main-d'œuvre. Une pratique courante consiste à licencier les travailleurs, puis de les réengager tous les trois mois de manière à les priver de retraites et d'autres droits sociaux minimaux.

11. Que voudrions-nous demander au gouvernement états-unien de faire en ce qui concerne la situation actuelle en Iran ?

L'Administration états-unienne [Obama] pourrait faire beaucoup de choses. Obama devrait s'engager à ce que les Etats-Unis n'attaquent jamais militairement l'Iran et ne soutiennent pas une attaque israélienne [le vice-président Joe Biden a déclaré en juin 2009 qu'il « comprenait » qu'une

attaque israélienne puisse être menée contre l'Iran et ses infrastructures nucléaires].

Il devrait engager les Etats-Unis à ne pas soutenir des opérations de terrorisme ou de sabotage en Iran, et mettre immédiatement un terme à de telles activités si elles étaient en cours.

Il devrait lever les sanctions contre l'Iran ; cela non pas pour récompenser Ahmadinejad d'avoir volé l'élection, mais parce que les sanctions ont un impact négatif sur le peuple iranien et fournissent une des principales justifications pour le règne de fer d'Ahmadinejad.

Obama devrait prendre des initiatives majeures pour le désarmement de l'armement nucléaire et conventionnel états-uniens. Il devrait retirer toutes les troupes états-uniennes de l'Irak, de l'Afghanistan, de l'Arabie Saoudite, du Koweït et du Pakistan. Et il devrait aller dans le sens de promouvoir un Moyen-Orient dénucléarisé, y compris Israël. En réduisant ces menaces, Obama pourrait ainsi retirer une des principales rationalisations de la répression iranienne (et de son programme nucléaire).

12. Et nous, que devrions-nous faire par rapport à la situation actuelle en Iran ?

Nous devrions montrer clairement au peuple iranien qu'il existe « une autre Amérique », indépendante du gouvernement et opposée à la politique étrangère oppressive et antidémocratique de ce dernier. Notre soutien n'implique aucune compensation, ni intentions cachées. Les Iraniens devraient savoir que ce sont les secteurs progressistes des Etats-Unis - et non le gouvernement états-unien ou les hypocrites de droite - qui proposent une réelle solidarité.

13. Est-il correct de plaider pour une autre forme de gouvernement en Iran ?

En tant qu'organisation de gauche, la Campagne pour la Paix et la Démocratie est en faveur d'un changement radical partout où les gens n'ont pas un contrôle total sur leurs vies politiques et économiques.

Nous prônons de tels changements aux Etats-Unis, en France, en Russie, en Chine. Et nous le prônons également en Iran. Par contre nous nous opposons à ce que le gouvernement des Etats-Unis - ou de la Grande-Bretagne ou d'Israël - impose un « changement de régime » depuis l'extérieur, par la force.

Le problème avec l'invasion de l'Irak en 2003 par Bush ce n'est pas que le régime de Saddam Hussein ait été renversé - c'était un régime atroce et tous ceux qui étaient soucieux de dignité humaine souhaitaient son reversement - mais que Bush ait affirmé que les Etats-Unis avaient le droit d'envahir le pays. Il est inacceptable que des changements politiques soient imposés par une armée étrangère ou suscités par des opérations clandestines d'agences de renseignements étrangers. Et il est particulièrement inacceptable lorsque la puissance étrangère en question a une longue histoire d'interventions pour promouvoir ses propres intérêts sordides : pour imposer sa domination, pour contrôler les ressources pétrolières, pour établir des bases militaires.

Est-ce que nous soutenons le peuple iranien lors qu'il agit pour mettre un terme au régime autocratique en Iran ? Bien sûr ! Il s'agit d'un gouvernement qui, outre ses récentes fraudes électorales et violences contre ses propres citoyens, emprisonne, torture, flagelle publiquement et pend les opposants politiques, les militants syndicaux, les homosexuels et les « apostats », et prescrit encore la mort par lapidation comme punition pour l'adultère.

Le chef du système judiciaire a déclaré un moratoire sur les exécutions par lapidation en 2002, mais on sait qu'au moins cinq personnes ont été lapidées à mort depuis lors, deux le 26 décembre 2008. [27]

Les travailleurs n'ont pas le droit de faire la grève. Le témoignage d'une femme vaut la moitié de celui d'un homme, et les femmes ont des droits limités en ce qui concerne le divorce et les droits parentaux. Le régime impose un apartheid des genres, avec une ségrégation des femmes dans beaucoup de lieux publics. Le voile est obligatoire et son port est imposé par des menaces, des amendes et de l'emprisonnement. Nous devrions soutenir les efforts des Iraniens pour supprimer ces pratiques barbares.

P.-S.

* Ce texte a été publié le 8.7.2009 pour la Campaign for Peace and Democracy (Etats-Unis). Les buts de la CPD sont les suivants : « The Campaign for Peace and Democracy promotes a new, progressive, and non-militaristic U.S. foreign policy. ». Traduction française de A l'encontre.

* Les liens actifs des références dans les notes sont disponibles dans la version originale anglaise. Pour l'avoir, tapez sur « traduction - article » dans la colonne de gauche.

Notes

[1] Voir par exemple Amnesty International, « Iran : Worsening repression of dissent as election approaches, » 1 February 2009, MDE 13/12/2009 ; Amnesty International, « Iran's presidential election amid unrest and ongoing human rights violations, » 5 juin 2009 ; Amnesty International, « Iran : Election amid repression of dissent and unrest, » 9 juin 2009, MDE 13/053/2009.

[2] Voir BBC, « Iran : Who Holds the Power ».

[3] Michael Slackman, « Amid Crackdown, Iran Admits Voting Errors, » *New York Times*, 23 juin 2009.

[4] Ali Ansari, ed., *Preliminary Analysis of the Voting Figures in Iran's 2009 Presidential Election*, Chatham House and the Institute of Iranian Studies, University of St Andrews, 21 juin 2009.

[5] Kaveh Ehsani, Arang Keshavarzian and Norma Claire Moruzzi, « Tehran, June 2009, » *Middle East Report Online*, 28 juin, 2009. Available on ESSF : [Tehran, June 2009](#)

[6] Ansari, op. cit.

[7] George Friedman, « The Iranian Election and the Revolution Test, » *Stratfor*, 22 juin, 2009 ; Esam Al-Amin, « A Hard Look at the Numbers : What Actually Happened in the Iranian Presidential Election ? » *CounterPunch*, 22 juin, 2009.

[8] Terror-Free Tomorrow & New America Foundation, «Ahmadinejad Front Runner in Upcoming Presidential Elections ; Iranians Continue to Back Compromise and Better Relations with US and West ; Results of a New Nationwide Public Opinion Survey of Iran before the June 12, 2009 Presidential Elections,» juin 2009.

[9] Eric Hoogland, « Iran's Rural Vote and Election Fraud, » 17 juin, 2009, Agence Global.

[10] Ansari, op. cit.

[11] Karl Vick and David Finkel, « U.S. Push for Democracy Could Backfire Inside Iran, »

Washington Post, 14 mars, 2006 ; Akbar Ganji, « Why Iran's Democrats Shun Aid, » Washington Post, 26 octobre, 2007 ; Patrick Disney, « Iranian Civil Society Urges US to End 'Democracy Fund,' Ease Sanctions, » 16 juillet 2008.

[12] Voir par exemple, « Iran's Civil Society Movement Sets Up 'National Peace Council', » CASMII Press Release, 10 juillet 2008.

[13] AFP, « Iran shows footage of 'rioters influenced by Western media', » 23 June 2009 ; Michael Slackman, « Top Reformers Admitted Plot, Iran Declares, » *New York Times*, 4 juillet, 2009 ; CNN, « Newsweek reporter in Iran reportedly 'confesses', » 1^{er} juillet, 2009.

[14] Evidemment lorsque des tortures similaires ont été infligées par le gouvernement états-unien, les média les ont appelées « des techniques sévères d'interrogation » Voir Glenn Greenwald, « The NYT calls Iranian interrogation tactics 'torture', » Salon, 4 juillet, 2009.

[15] Thomas Erdbrink and William Branigin, « Iranian cleric says protesters wage war against God, » *Boston Globe*, juin 27, 2009.

[16] The Tower Commission Report, President's Special Review Board, New York : Bantam Books/Times Books, 1987, pp. 103-04.

[17] Billy Wharton, « Selling Iran : Ahmadinejad, Privatization and a Bus Driver Who Said No, » *Dissident Voice*, 28 juin, 2009.

[18] Ehsani, et al., op. cit.

[19] Stephen Zunes, « Why U.S. Neocons Want Ahmadinejad to Win, » AlterNet, juin 17, 2009.

[20] Voir Obama's assessment of the lack of difference between Mousavi and Ahmadinejad ; on public opinion, see Terror Free Tomorrow poll cited above.

[21] Joshua Mitnick, « Why Iran's Ahmadinejad is preferred in Israel ; The incumbent president will be easier to isolate than reformist leader Mr. Mousavi, say some leading Israeli policymakers, » *Christian Science Monitor*, 21 juin, 2009.

[22] Reese Erlich, « Iran and Leftist Confusion, » ZNet, 29 juin, 2009.

[23] Voir ILO, « Ratifications of the Fundamental human rights Conventions by country » (7/1/09).

[24] International Campaign for Human Rights in Iran, « Workers' Rights. »

[25] Amnesty International, « Iran : Prisoners of conscience / fear of torture or ill-treatment, » 10 June 2009, MDE 13/054/2009.

[26] International Labour Organization, « ILO Governing Body elects new Chairperson — Committee on Freedom of Association cites Myanmar, Cambodia and Islamic Republic of Iran, » Press release, 19 juin 2009, ILO/09/41.

[27] Amnesty International, « Iran : New executions demonstrate need for unequivocal legal ban of stoning, » 15 janvier 2009, MDE 13/004/2009.